

ABONNEMENT.

Saumur :	
Un an	30 fr.
Six mois	16
Trois mois	8
Poste :	
Un an	35 fr.
Six mois	18
Trois mois	10

On s'abonne :

A SAUMUR,
Chez tous les Libraires ;

A PARIS,
Chez MM. RICHARD et C^{ie},
Passage des Princes.

POLITIQUE, LITTÉRATURE, SCIENCES, INDUSTRIE

L'ÉCHO SAUMUROIS

JOURNAL D'ANNONCES JUDICIAIRES ET AVIS DIVERS

BUREAU : PLACE DU MARCHÉ-NOIR

INSERTIONS.

Annonces, la ligne . . .	20 c.
Réclames, —	30
Faits divers, —	75

RÉSERVES SONT FAITES :

Du droit de refuser la publication des insertions reçues et même payées, si leur restitution dans ce dernier cas ;
Et du droit de modifier la rédaction des annonces.

On s'abonne :

A SAUMUR,
Chez tous les Libraires ;

A PARIS,
Chez MM. HAYAS-LAFFITE et C^{ie},
Place de la Bourse, 8.

L'abonnement continue jusqu'à réception d'un avis contraire. — L'abonnement doit être payé d'avance.

Paraissant tous les jours, le lundi excepté.

Les abonnements de trois mois pourront être payés en timbres-poste de 25 cent., envoyés dans une lettre affranchie.

SAUMUR,

15 Février 1873.

Bulletin politique.

La discussion du rapport de M. le duc de Broglie est retardée sensiblement. D'après ce que l'on dit à Versailles, c'est, au plus tôt, de lundi en huit que cette importante discussion pourrait s'ouvrir.

De grands efforts sont faits chaque jour et, pour ainsi dire, à chaque heure, dans le sens de la conciliation. On parle d'une entrevue qui aurait eu lieu entre MM. Dufaure et de Broglie. Les événements d'Espagne, en ouvrant un abîme de plus à nos portes, ont ici pour résultat d'imposer, à tout ce qui n'est pas révolutionnaire avéré, beaucoup de sagesse et de modération. Nous croyons que le contre-coup des désordres probables dans la Péninsule aura pour effet ici de modérer toute querelle et de conseiller la sagesse.

Le discours que M. Casimir Périer a tenu à la séance hebdomadaire de la réunion de la République conservatrice, et qui n'était rien moins que conciliant à l'endroit de la commission des Trente, avait été, assure-t-on, concerté avec la présidence ; mais il est venu trop tard, et le langage approuvé la veille du jour où il a été tenu a été hautement désavoué le lendemain, si nous sommes bien informé.

Les événements d'Espagne ont vivement impressionné M. Thiers, trop intelligent pour ne pas sentir immédiatement la nécessité qui en découle pour la politique française de s'accroître dans le sens le plus conservateur.

Les velléités plus républicaines que conservatrices de MM. Casimir Périer et consorts ont donc cessé tout-à-coup d'être du goût de la présidence, et voilà ce pauvre M. Casimir Périer dans la situation déplo-

nable d'un homme qui a manqué le coche.

M. Thiers, averti trop tard par notre ambassadeur à Madrid de la gravité et de l'imminence de la situation de la royauté en Espagne, n'a su que dans la journée de mardi, en même temps que tout le monde, que nous allions sans doute avoir une république de l'autre côté des Pyrénées. Il s'est alors certainement ingénié de son mieux pour tâcher de faire revenir le roi Amédée sur sa résolution et inviter le roi Victor-Emmanuel à peser en ce sens sur son fils. L'Angleterre, mieux servie par sa diplomatie, agissait de même, depuis la veille, auprès des deux cours d'Espagne et d'Italie. Tout a été inutile.

M. Thiers sent assurément que la république, à Madrid, c'est le désordre prochain dans tout ou partie de la Péninsule, c'est la guerre civile généralisée, c'est une commune espagnole probable, c'est l'Internationale et tous les rêveurs de république universelle s'appropriant de nouveau à secouer leurs torches sur le vieux monde. Avec la république à Madrid, une tentative de république à Lisbonne est à redouter (et c'est là le point qui chagrine particulièrement l'Angleterre). L'Internationale et les radicaux espèrent bien sans doute que la contagion républicaine n'est pas non plus sans quelque chance de s'étendre à la Belgique, à la Hollande — et ailleurs.

L'opinion conservatrice s'émeut donc partout en France, comme hors de France, et a un besoin énergique d'être rassurée ; c'est à quoi M. Thiers sent la nécessité de s'appliquer avant tout, et voilà pourquoi le discours de M. Casimir Périer est parti comme un pétard oublié par mégarde, quand le feu d'artifice devait être contremandé.

(Paris-Journal.)

Une correspondance datée de Versailles, 12 février, contient les lignes suivantes :

« L'Assemblée a procédé aujourd'hui au renouvellement de son bureau, au milieu des préoccupations les plus graves. Les con-

versations de la salle des conférences roulaient sur la situation de l'Espagne aussi bien que sur la situation de la France, et les prévisions allaient leur train tout à la fois sur les conséquences de la proclamation de la République à Madrid et sur les suites du rapport de M. le duc de Broglie.

« Ce qui arrive en Espagne n'a surpris personne. Il y a quelques mois déjà on le prévoyait et on l'annonçait ici dans les régions gouvernementales tout comme dans les régions parlementaires.

« Les députés qui connaissent l'Espagne pour y avoir vécu, et il y en a quelques-uns, doutent beaucoup que le calme s'y maintienne, et ils prévoient qu'une épouvantable crise achèvera la ruine de ce malheureux pays, depuis tant d'années déjà en pleine décadence, et voué, depuis un demi-siècle, à la guerre civile.

« La gauche est généralement plus effrayée que satisfaite de l'avènement de la République dans un pays où il y a tant de probabilités pour qu'elle serve d'enseignement à l'Europe par les ruines qu'elle y fera, les crimes qu'elle y encouragera, les malheurs de toutes sortes qu'elle y amènera. Ils craignent qu'elle ne contribue, par tous les maux dont elle y sera la source, à discréditer cette forme de gouvernement, et qu'en voyant les douloureuses et pénibles conséquences qu'elle y aura, la France ne soit amenée à faire un triste retour sur elle-même.

« Aussi ce n'est qu'avec des signes d'incrédulité que les républicains de l'Assemblée lisent les télégrammes de l'Espagne annonçant que l'ordre règne dans les rues de Madrid.

« C'est toujours ainsi le premier jour.

« L'ordre aussi régnait dans les rues de Paris le 25 février 1848. On sait ce qu'il était devenu le 22 juin.

« Le secret est très-bien gardé sur le rapport dont M. le duc de Broglie achève en ce moment la rédaction, pour qu'on puisse en parler en connaissance de cause. Mais on croit qu'il sera très-modéré dans la forme, très-conciliant sur le fond et qu'il enlèvera

à M. Thiers tout motif, tout prétexte d'en combattre et d'en repousser les conclusions, et on continue d'affirmer qu'il n'y songe pas.

« Du reste, le dépôt de ce rapport est imminent et le jour de la discussion est proche. La vérité vraie sera donc bientôt connue.

« M. Thiers a reparu aujourd'hui à l'Assemblée. Il est venu déposer son vote en faveur de la réélection de M. Grévy, qui n'a guère eu contre lui que des bulletins nuls ou des bulletins blancs.

« Son apparition dans la salle des séances, où il n'était pas entré depuis le 29 novembre 1872, est le seul incident qui ait signalé cette journée parlementaire entièrement consacrée à des scrutins. »

LA RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE.

Les radicaux sont en liesse et les républicains sont contents. Un nouveau trône vient de s'écrouler en Europe : le roi Amédée a abdiqué. Il a senti que les événements étaient plus forts que lui, et il quitte l'Espagne qu'il n'aurait jamais dû visiter qu'en touriste, si la maison de Savoie eût été moins ambitieuse et moins jalouse d'édifier un trône partout où passe la révolution.

Quoi qu'il en soit, il n'y a plus de roi sur le trône d'Espagne ; en revanche, le pays ne manque ni de partis ni de partisans. La guerre civile, l'anarchie et le brigandage y fleurissent et s'y épanouissent tout à l'aise. Voilà ce qui fait que le sol de l'Espagne a enfin produit des républicains : les Cortès ont proclamé la République, et il est bien entendu que l'Espagne va retrouver son âge d'or. Déjà la République française (nous parlons du journal de M. Gambetta et non pas de la République de M. Thiers) « tend la main » au gouvernement des Pi y Margall et des Castelar, et peu s'en faut qu'elle ne s'écrie avec transports : « Il n'y a plus de Pyrénées ! » parce que la malheureuse Espagne va devenir peut-être la proie d'un Gambetta quelconque.

27

Feuilleton de l'Écho Saumurois.

EUGÉNIE GRANDET

PAR

BALZAC.

(Suite.)

— Et, je vous entends, s'écria le notaire. Eh bien ! mon vieil ami, vous avez des amis, de vieux amis, capables de dévouement pour vous.

— Allons donc, pensait en lui-même le vigneron, décidez-vous donc !

— Et si quelqu'un parlait pour Paris, y cherchait le plus fort créancier de votre frère Guillaume, lui disait :

— Mi, min, minute, ici, reprit le bonhomme ; lui disait quoi ? Quelque, que cho, choo, chose co, co, comme ça : — Monsieur Grandet de Saumur pa, pa, par ci, monsieur Grandet, det, det de Saumur par

là. Il aime son frère, il aime son neveu. Grandet est un bon pa, pa, parent, et il a de très-bonnes intentions. Il a bien vendu sa ré, ré, récolte. Ne déclarez pas la fa, fa, fà, fà, faillite ! aassemblez-vous, no, no, nommez des li, li, liquidateurs. Aalors Grandet ve, éé, erra. Vous au, au, aurez bien davantage en liquidant qu'en lai, lai, laissant les gens de justice y mettre le né, né, nez... Hein ! pas vrai ?

— Juste ! dit le président.

— Parce que, voyez-vous, Monsieur de Bon, Bon, Bon, fons, faut voir, avant de se dé, décider. Qui ne, ne, ne peut, ne, ne peut. En toute af, af, affaire oonéreuse, pour ne pas se ru, ru, rui, ruiner, il faut connaître les ressources et les charges. Hein ! pas vrai ?

— Certainement, dit le président. Je suis d'avis, moi, qu'en quelques mois de temps, l'on pourra racheter les créances pour une somme de, et payer intégralement par arrangement. Ah ! ah ! l'on mène les chiens bien loin en leur montrant un morceau de lard. Quand il n'y a pas de déclaration de

faillite et que vous tenez les titres de créances, vous devenez blanc comme neige.

— Comme né, né, neige, répéta Grandet, en refaisant un cornet de sa main. Je ne comprends pas la né, né, neige.

— Mais, cria le président, écoutez-moi donc, alors !

— J'é, j'é, j'écoute.

— Un effet est une marchandise qui peut avoir sa hausse et sa baisse. Ceci est une déduction du principe de Jérémie Bentham sur l'usure. Ce publiciste a prouvé que le préjugé qui frappe de réprobation les usuriers était une sottise.

— Ouais, fit le bonhomme.

— Attendu qu'en principe, selon Bentham, l'argent est une marchandise, et que ce qui représente l'argent devient également marchandise, reprit le président ; attendu qu'il est notoire que, soumise aux variations habituelles qui régissent les choses commerciales, la marchandise-billet, portant telle ou telle signature, comme tel ou tel article, abonde ou manque sur la place ; qu'elle est chère ou tombe à rien, le tribunal

ordonne... (tiens ! que je suis bête ! pardon), je suis d'avis que vous pourrez racheter votre frère pour vingt-cinq du cent.

— Vooous le no, no, no, nommez Jé, Jé, Jé, Jérémie Ben...

— Bentham, un Anglais.

— Ce Jérémie-là nous fera éviter bien des lamentations dans les affaires, dit le notaire en riant.

— Ces Anglais ont qué, qué, quelquefois du bon sens, dit Grandet. Ainsi, se, se, se, selon Ben, Ben, Ben, Bentham, si les effets de mon frère... va, va, va, va, valent... ne valent pas. Si, Je, je, je, dis bien, n'est-ce pas ? Cela me paraît clair... Les créanciers seraient... Non, ne seraient pas. Je m'een, en, entends.

— Laissez-moi vous expliquer tout ceci, dit le président. En droit, si vous possédez les titres de toutes les créances dues par la maison Grandet, votre frère ou ses hoirs ne doivent rien à personne. Bien.

— Bien, répéta le bonhomme.

— En équité, si les affaires de votre frère se négocient (négocient, entendez-vous bien

Pour ceux qui n'ont point la passion aveugle de la République et pour ceux qui connaissent les républicains d'Espagne aussi bien que les républicains et les radicaux de France, il n'y a qu'à gémir sur le triste sort d'un pays que la révolution et les partis ont ruiné et dont ils vont peut-être achever la décomposition.

Les radicaux français feignent de croire à l'avènement des radicaux espagnols. Ils n'avouent pas que ce sont ces mêmes radicaux qui ont mené l'Espagne où elle est. Ils ne disent pas que ce sont eux qui ont mis la main sur la révolution de septembre 1869. Ils cachent soigneusement leurs méfaits et ils dissimulent l'envahissement progressif de leurs idées malsaines et révolutionnaires.

Ce sont eux qui ont jusqu'ici mangé les marrons tirés du feu par Prim, par Topete, par Serrano. Ce sont eux qui ont été les vrais démolisseurs du trône d'Isabelle. Ce sont eux qui ont dominé Prim et Serrano, et qui ont été les parrains et les vrais soutiens de cette monarchie révolutionnaire qu'on est allé chercher en Italie et qui n'a pu vivre que deux ans sur la terre d'Espagne. Jamais révolutionnaires n'ont donné au monde un plus complet exemple d'incapacité, d'impuissance et d'indignité.

Depuis 1869, ils sont maîtres de la place et des places. Ils ont tout essayé et ils n'ont pu réussir à rien, sinon à perpétuer le désordre, l'anarchie, le brigandage et la guerre civile. Après avoir tout tenté, la dictature militaire, le gouvernement provisoire et la monarchie révolutionnaire, les voilà rendus à la dernière étape de leur sinistre campagne : ils vont faire l'essai de la République !

Il n'est pas besoin d'être prophète pour prévoir que la République espagnole ne tardera pas à trouver un Zorilla quelconque pour la compromettre et pour l'enterrer. Il est possible et même probable que le pays ne sortira pas de cet abîme de misères politiques sans être au préalable fortement ébranlé, peut-être ensanglanté par les factions. Mais, quoi qu'il arrive, nous sommes convaincus que le départ du roi Amédée et l'avènement de la République espagnole ne seront pas le commencement de l'ère républicaine. Nous croyons tout simplement que c'est le commencement de la fin. — Nous le souhaitons de tout cœur aux Espagnols.

(J. de Maine-et-Loire.) H. FAUGERON.

Chronique générale.

La Gazette de France publie la note suivante :

« On a beaucoup remarqué que la Gazette n'a pas dit un mot des divers incidents relatifs à la fusion.

» Les uns nous blâment de ce silence ; généralement il est très-approuvé. Au point où en sont les choses, il ne faut plus donner désormais que des documents authentiques et destinés à la publicité.

» Nos lecteurs n'auront plus longtemps à

ce terme ?) sur la place à tant pour cent de perte ; si l'un de vos amis a passé par là ; s'il les a rachetés, les créanciers n'ayant été contraints par aucune violence à les donner, la succession de feu Grandet de Paris se trouve loyalement quitte.

— C'est vrai, les a, a, affaires sont les affaires, dit le tonnelier. Cela pooooosé..... Mais, néanmoins, vous comprenez, ne, ne, ne, nez que c'est di, di, di, difficile. Je, je, je n'ai pas d'argent, ni, ni, ni le temps, ni le temps, ni...

— Oui, vous ne pouvez pas vous déranger. Hé bien ! je vous offre d'aller à Paris (vous me tiendriez compte du voyage, c'est une misère). J'y vois les créanciers, je leur parle, j'attermoie, et tout s'arrange avec un supplément de paiement que vous ajoutez aux valeurs de la liquidation, afin de rentrer dans les titres de créances.

— Mais noouous verrons cela ; je ne, ne, ne peux pas, je, je, je ne veux pas m'en, en, en, engager sans, sans que.... Qui, qui, qui ne, ne peut, ne peut. Voouous comprenez ?

patienter, et nous savons qu'ils n'auront rien perdu pour attendre. »

Le Journal des Débats s'est rasséré en un moment. Hier, tout allait bien à Madrid ; le roi Amédée gouvernait à l'aise. Aujourd'hui tout va bien à Madrid ; la République s'est installée sans trouble. Changement de décoration, mêmes acteurs, même comédie. »

Les événements d'Espagne étaient, paraît-il, attendus depuis plusieurs semaines. Le général Cialdini repassant à Paris avait annoncé l'intention du roi Amédée de déposer la couronne. C'est sur le conseil de son père, le roi Victor-Emmanuel, que le prince Amédée renonce à une position que le choc des partis, le trouble des affaires, surtout la haine native des espagnols contre l'étranger, rendaient intolérable.

Maintenant que va-t-il se passer ? Dans certains cercles politiques, on croit à l'avènement de don Carlos, ce qui aurait pour singulier résultat de transformer les insurgés en gouvernementaux et réciproquement. On parle aussi d'une restauration Isabelliste. Ce qui est probable, bien que les journaux n'en disent rien, c'est que l'Espagne va faire à son tour un essai loyal de la République. Pauvre Espagne !!!

Une dépêche adressée de Londres à quelques journaux parisiens annonce le départ des plus hardis communards pour l'Espagne. Madrid est en effet devenu le rendez-vous naturel des anarchistes et des bandits cosmopolites, depuis que la proclamation de la République a donné le signal du désordre.

Un incident de tribune dans toute l'acceptation du mot.

M. Thiers est allé à l'Assemblée voter pour le renouvellement trimestriel des bureaux. En entrant dans la salle des séances, M. le Président de la République s'adressant à plusieurs députés leur dit finement :

— Messieurs, je suis en rupture de ban.

Puis s'approchant de la tribune, il ajouta en se tournant vers l'un des secrétaires de l'Assemblée :

— Puis-je monter ?

Et comme chacun s'effaçait pour laisser le passage libre à M. le Président de la République.

— Messieurs, dit M. Thiers de sa petite voix aigre, si une fois là haut j'allais parler...

L'assistance sourit et M. Thiers déposa son vote.

Le grand dîner de la Société des agriculteurs de France a eu lieu mercredi soir au Grand-Hôtel : 260 convives ont pris part à ce dîner, sous la présidence de M. Drouyn de Lhuys.

— Cela est juste.

— J'ai la tête ca, ca, cassée de ce que, que voouous, vous m'a, a, avez dé, dé, décliné là. Voilà la, la, la première fois de ma vie que je, je suis foorcé de son, songer à de...

— Oui, vous n'êtes pas juriconsulte.

— Je, je suis un pau, pau, pauvre vigneron, et ne sais rien de ce que vo, vou, vous venez de dire ; il fau, fau, faut que j'é, j'é, j'étudie çça.

— Hé bien ! reprit le président en se posant comme pour résumer la discussion.

— Mon neveu ! fit le notaire d'un ton de reproche en l'interrompant.

— Hé bien ! mon oncle, répondit le président.

— Laisse donc monsieur Grandet t'expliquer ses intentions. Il s'agit en ce moment d'un mandat important ; notre cher ami doit le définir congruement....

Un coup de marteau qui annonça l'arrivée de la famille des Grassins, leur entrée et leurs salutations, empêchèrent Cruchot d'achever sa phrase.

Après plusieurs toasts dont l'un a été porté au président de la Société, M. Drouyn de Lhuys s'est levé et a prononcé les paroles suivantes, qui ont été vivement applaudies :

« Messieurs,

» Depuis plus de trente ans j'ai fait une si prodigieuse consommation d'allocutions et de toasts, que je vous prie de me permettre aujourd'hui d'aller jusqu'en Chine pour renouveler mon approvisionnement.

» J'ai lu dans un livre d'un philosophe du Céleste-Empire ces judicieuses paroles :

« Quand le sabre est rouillé, le soc de la charrue reluisant, les prisons vides, les greniers pleins, les escaliers des temples usés et ceux des tribunaux couverts d'herbe, quand enfin les médecins vont à pied et les boulangers à cheval, l'empire est bien gouverné. »

» C'est surtout, messieurs, aux populations rurales qu'il appartient de réaliser ces conditions indiquées par le savant disciple de Confucius.

» Aussi ai-je l'honneur de vous proposer un toast « à la prospérité de l'agriculture, base et garantie de la prospérité nationale ! »

Parmi les nombreux représentants de l'étranger qui assistaient à cette réunion, un délégué de l'Angleterre a prononcé un toast qui a été suivi de nombreux applaudissements.

Dans un article du Figaro, dédié à M. About et intitulé les Effarés, Saint-Genest raconte pourquoi, comment et de quoi il est effaré :

« Soldat sous l'Empire, j'avais repris un peu confiance ; mes amis et moi nous avions le loisir de faire de l'opposition à l'homme de Décembre qui nous permettait de n'être plus effarés, tandis que M. About, plus sage que nous, célébrait ce régime dont il comprenait alors toute la beauté, quand tout à coup l'empereur a rendu la liberté ; les clubs se sont rouverts, les irréconciliables sont venus, on a lâché le peuple souverain et j'ai senti que si ça continuait ainsi, j'allais encore m'effarer !

» Puis, la guerre venue, dès les premiers désastres, j'ai vu partout la défense paralysée par les émeutes ; là encore j'ai demandé ce qui se passait ; on m'a répondu que c'était la République qui revenait avec l'étranger, ce qui m'a causé, je l'avoue, un effarement inconnu...

» Et quand enfin, après six mois de souffrance et d'horreurs, quand pour rentrer à Paris il a fallu me déguiser chez les Prussiens... quand j'ai vu le drapeau rouge, la Commune, quand j'ai vu tomber la Colonne, brûler le Louvre et assassiner les soldats de la France ; quand j'ai cherché MM. Louis Blanc, Gambetta, Ranc, Jules Simon... enfin tous ceux qui avaient déchainé ce peuple, et qu'on m'a répondu qu'ils s'étaient sauvés, alors mon effarement n'a plus connu de bornes !!!

» Je comprends que cela paraisse fort ridicule ; mais, je le demanderai respectueu-

sement à M. Ed. About, est-il bien certain lui-même de n'avoir jamais été effaré ? »

L'affaire du prince Napoléon contre le ministre de l'intérieur qui a signé son expulsion du territoire français, a été plaidée mercredi.

Le jugement est renvoyé à huitaine.

La République française promet de beaux jours à l'Espagne, si elle se décide à devenir République. Voyez plutôt la France ! dit-elle ingénument.

En effet, l'exemple est encourageant !

La République française écrit :

« La première plaie de la Péninsule, c'était la royauté. En abandonnant son trône, Amédée rend à l'Espagne le seul service qu'il a jamais pu lui rendre. »

Si nos malheureux voisins tâtent de la république des Gambetta espagnols, vous verrez qu'ils en seront réduits à regretter même Amédée !

Le Courrier de La Rochelle nous apprend qu'une révolte a eu lieu dimanche dernier au dépôt de Saint-Martin. Les condamnés se plaignaient de la mauvaise qualité du pain fait avec des farines mouillées par l'eau de mer. Pour les faire rentrer dans l'obéissance, il a fallu faire appel à la troupe.

La présence des soldats suffit à déterminer une trentaine de détenus à regagner les dortoirs. Les trente autres continuant à résister, on se décida à les pousser, et ce n'est qu'à l'égard des deux ou trois récalcitrants que les militaires ont dû faire usage de leurs armes. Deux d'entre eux ont été atteints d'un coup de baïonnette, l'un au-dessous de l'épaule droite, l'autre dans les reins.

Nouvelles militaires.

Dans une revue de la garnison de Limoges, le général commandant la 21^e division militaire a remis la décoration d'officier de l'instruction publique au colonel Lebelin de Dionne, du 2^e de ligne. M. Lebelin, dit le Courrier du Centre, est le premier colonel qui ait installé dans son régiment l'instruction par compagnie, sous la responsabilité du capitaine de la compagnie.

A la suite de l'entretien fait, le 28 janvier, à la réunion des officiers, par le colonel du génie M. Laussedat, pour indiquer les avantages des voyages militaires, on s'est occupé activement de la création d'une société de touristes militaires.

Pour l'instant, on s'occupe de rédiger un programme, un cadre identique, un questionnaire rationnel pour les travaux dont les officiers désireraient se charger. Plus tard,

Le notaire fut content de cette interruption. Déjà Grandet le regardait de travers, et sa loupe indiquait un orage intérieur.

Mais, d'abord, le prudent notaire ne trouvait pas convenable à un président de tribunal de première instance d'aller à Paris pour y faire capituler des créanciers, et y prêter les mains à un tripotage qui froissait les lois de la stricte probité.

Puis, n'ayant pas encore entendu le père Grandet exprimer la moindre velléité de payer quoi que ce soit, il tremblait instinctivement de voir son neveu s'engager dans cette affaire.

Il profita donc de l'entrée des des Grassins pour prendre le président par le bras et l'attirer dans l'embrasure de la fenêtre.

— Tu t'es bien suffisamment montré, mon neveu, mais assez de dévouement comme ça. L'envie d'avoir la fille t'aveugle. Diable ! il n'y faut pas aller comme une corneille qui abat des noix. Laisse-moi maintenant conduire la barque, aide seulement à la manœuvre. Est-ce bien ton rôle de compromettre ta dignité de magistrat dans

un... Il n'acheva pas ; il entendait monsieur des Grassins disant au vieux tonnelier, en lui tendant la main :

— Grandet, nous avons appris l'affreux malheur arrivé dans votre famille, le désastre de la maison Guillaume Grandet et la mort de votre frère ; nous venons vous exprimer toute la part que nous prenons à ce triste événement.

— Il n'y a d'autre malheur, dit le notaire en interrompant le banquier, que la mort de monsieur Grandet junior. Encore ne se serait-il pas tué, s'il avait eu l'idée d'appeler son frère à son secours. Notre vieil ami, qui a de l'honneur jusqu'au bout des ongles, compte liquider les dettes de la maison Grandet de Paris. Mon neveu le président, pour lui éviter les tracasseries d'une affaire toute judiciaire, lui offre de partir sur-le-champ pour Paris, afin de transiger avec les créanciers et les satisfaire convenablement.

(La suite au prochain numéro.)

